

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 14/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Edilians (Ex IMERYS) (Léguévin/Lengel)

Route de la Salvetat
31490 LEGUEVIN

Références : 0987_221114
Code AIOT : 0006802128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2022 dans l'établissement Edilians (Ex IMERYS) (Léguévin/Lengel) implanté Carrière Lieu dit Lengel - 31490 LEGUEVIN. L'inspection a été annoncée le 21/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été planifiée et conduite suite au dépôt par l'exploitant d'une demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière. L'objectif étant d'apprécier les éléments du dossier de demande déposé par l'exploitant et les enjeux environnementaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Edilians (Ex IMERYS) (Léguévin/Lengel)
- Carrière Lieu dit Lengel - 31490 LEGUEVIN
- Code AIOT : 0006802128
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société EDILIANS exploite une carrière d'argiles sur la commune Léguévin (31) dite « Carrière de Lengel », autorisée par l'Arrêté Préfectoral n°779 du 14/01/2008, pour une durée de 30 ans, soit jusqu'au 14/01/2038.

Connexe à l'activité de la carrière, EDILIANS exploite une usine de tuiles autorisée par son propre Arrêté Préfectoral.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Modification conditions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 22.2	/	Sans objet
3	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 13	/	Sans objet
4	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 22.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité Porter à connaissance de modifications non substantielles	Code de l'environnement du 01/08/2021, article L 181-46	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est conduite de manière satisfaisante. Toutefois les constats, 3 et 4, notifiés montrent une voie d'amélioration notamment dans le respect des prescriptions de sécurité, sur la zone d'exploitation, et dans le tri des plastiques dans des matériaux destinés au remblayage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité Porter à connaissance de modifications non substantielles

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article L 181-46
Thème(s) : Situation administrative, modification apportée aux activités, ouvrages et travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Les modifications demandées ainsi que leurs impacts sont examinés. L'exploitant a pour projet de valoriser des matériaux inertes non recyclables provenant des travaux de terrassement de la nouvelle ligne du métro de Toulouse en créant une verse au sein du périmètre autorisé. La création de cette verse, qui n'est pas prévue dans l'Arrêté Préfectoral en cours, entraînerait : <ul style="list-style-type: none">- la modification des conditions de remise en état du site ;- le déplacement du bassin de décantation existant actuellement où la verse va être créée ;- l'autorisation d'un apport de matériaux inertes extérieurs non recyclables à hauteur de 250 000 t/an pendant deux ans ;- la mise à jour des garanties financières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modification conditions de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 22.2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1- La remise en état du site est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation et doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.
Constats : Les modifications des conditions de remise en état du site à la fin d'exploitation n'ont pas été soumises à l'avis du maire de la commune de Lèguevin et au propriétaire des terrains.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 13
Thème(s) : Autre, Clôture du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une clôture fixe doit être mise en place avant le début de l'exploitation avec une barrière à l'entrée pour interdire l'accès au site.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté sur la piste d'accès à l'exploitation de la carrière, dans la boue séchée, une empreinte significative d'un pneumatique à crampon équipant les motocyclettes tout-terrain. L'exploitant a déclaré ne pas disposer de ce type de véhicule. L'empreinte observée étant très récente, il ne fait aucun doute que des personnes viennent pratiquer des activités de sport mécanique. En conséquence, il est demandé à l'exploitant de prendre des mesures de sécurisation immédiates en inspectant la clôture périphérique. Il est attendu également un compte-rendu sur les circonstances de la présence de ce type de véhicule de loisirs sur l'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2008, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets cuits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le remblaiement partiel du site se fera avec des stériles calcaires, des argiles et sables impropres à la fabrication des tuiles et les déchets cuits provenant des rebus de l'usine. Les parties remblayées de la carrière ne doivent pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.
Constats : Entre l'usine et à la carrière, il est constaté un stock important de déchets cuits provenant des rebus de l'usine. Ces déchets sont destinés à être mis en remblayage dans le vide de fouille pour la remise en état du site. De nombreux déchets plastiques sont mêlés au débris de tuiles et polluent le stock destiné au remblayage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet